

REUNION du CONSEIL MUNICIPAL  
en date du 21 mai 2010  
à 20 heures 30

---

COMPTE RENDU

Etaient présents : M. Jacques BERTHOU ó Mme Sylvie VIRICEL ó M. André GIRON ó Mme Patricia DRAI ó Mme Sylvie ESCOBESSA ó Mme Josiane BOUVIER ó M. Georges BAULMONT ó M. Henri SECCO ó M. Alain ROUX ó Mme Colette CHAMPION ó M. Jean-Paul SAINT-ANTOINE ó Mme Béatrice PFAENDER ó M. Philippe BERTHO ó M. Guy CORGIER ó M. Patrick GUINET ó Mme Isabelle JOLY ó Mme Marie Chantal JOLIVET ó M. Pascal PROTIERE ó M. Jean-Marc BODET ó Mme Nathalie JOUTARD ó Mme Magali ROUGER ó Mme Virginie TOURTE ó Mme Aurélie GIRON

Etaient absents excusés : M. Jean-Pierre BOUVARD ó M. Hervé CHARLES ó M. Patrick CHEVILLON ó M. Bernard TOURANCHEAU- Mme Khadija HANINE ó Mme Damiène LEPROMPT

Monsieur Jean-Pierre BOUVARD donne pouvoir à Monsieur Henri SECCO  
Monsieur Hervé CHARLES donne pouvoir à Monsieur Philippe BERTHO  
Monsieur Patrick CHEVILLON donne pouvoir à Monsieur André GIRON  
Monsieur Bernard TOURANCHEAU donne pouvoir à Monsieur Alain ROUX  
Madame Khadija HANINE donne pouvoir à Madame Patricia DRAI  
Madame Damiène LEPROMPT donne pouvoir à Madame Nathalie JOUTARD

## **I DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE**

Madame Virginie TOURTE a été désignée secrétaire de la séance.

## **II APPROBATION DU COMPTE-RENDU de la SEANCE du 16 avril 2010**

Le compte rendu de la séance du Conseil Municipal du 16 avril 2010 a été approuvé à l'unanimité.

Arrivée de Messieurs BODET et BAULMONT à 20h35.

## **III AFFAIRES GENERALES**

*rapporteur M. SECCO*

### **1° Modification des statuts du Syndicat Intercommunal d'Electricité de l'Ain**

Monsieur SECCO a indiqué à l'assemblée, que par courrier en date du 3 mai 2010, Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal d'Electricité de l'Ain a fait part au Maire de la décision du Comité Syndical de modifier les statuts de ce Syndicat.

Ces modifications concernent :

- Le changement de nom du Syndicat qui deviendra « Syndicat Intercommunal d'Energie et de e-communication de l'Ain ».
- La possibilité de nommer un délégué suppléant unique par commune qui pourra siéger au Comité avec voix délibérative.
- L'intégration d'une compétence nouvelle « Réseau de Chaleur » dans le but de proposer aux communes une compétence complémentaire dans le domaine de l'énergie.

- La refonte de la compétence « Eclairage Public » : en cas de transfert de cette compétence par les communes, le Syndicat effectuera les prestations telles qu'indiquées dans les statuts. Il est précisé que la maintenance et la fourniture d'énergie y sont intégrées.

Par ailleurs, Monsieur le Président du Syndicat indique que le système de cotisation sera modifié en 2011, ceci afin de faire face aux dépenses générées par la mise en œuvre de ces nouvelles compétences.

Il a alors été proposé à l'Assemblée de se prononcer sur le texte de ces nouveaux statuts.

Monsieur le Maire a précisé en ce qui concerne la compétence « éclairage public » que celle-ci restait une compétence optionnelle, et que l'approbation des statuts n'emportait pas le transfert automatique de cette compétence. Si l'éventualité de souscrire à cette option se présentait, elle serait examinée en détail.

Le Conseil Municipal a alors adopté la modification des statuts par 27 voix pour, une voix contre, et une abstention.

#### **IV PERSONNEL COMMUNAL**

##### **1° Autorisation donnée au Maire de signer les contrats de travail**

*rapporteur Mme VIRICEL*

Afin de remplacer le personnel titulaire absent pour différentes raisons, ou pour faire face à un surcroît temporaire de travail, il est parfois nécessaire de procéder à des recrutements d'agents non titulaires par le biais de contrats à durée déterminée.

L'Assemblée a décidé à l'unanimité d'autoriser le Maire à signer ces contrats.

##### **2° Régime Indemnitaire du cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux**

*rapporteur M. BERTHOU*

Par délibération en date du 4 mai 2007, le Conseil Municipal a mis en place le régime indemnitaire pour les différents cadres d'emplois.

Il convient de fixer le régime indemnitaire des ingénieurs principaux qui n'a pas été intégré à la délibération précitée.

Après avoir pris connaissance des dispositions proposées, le Conseil Municipal a décidé à l'unanimité de les adopter.

#### **V FINANCES**

*rapporteur Mme ESCOBESSA*

##### **1° Décisions Modificatives**

Madame ESCOBESSA a présenté au Conseil Municipal les projets de décisions modificatives budgétaires concernant les budgets Commune, Assainissement, ZAC centre ville, ZAE Folliouses.

Elle a précisé que ces décisions étaient essentiellement motivées par la nécessité d'ajuster les crédits d'acquisitions de biens immobiliers. Toutefois, ces décisions modificatives suivant le vote des comptes administratifs, doivent également reprendre les affectations des résultats votées, les résultats antérieurs reportés, ainsi que les restes à réaliser.

a) Pour le budget communal ó D.M. n° 2, les ajustements proposés s'établissent à 158.435,65 € en Fonctionnement, et à 2.677.652,71 € en Investissement.

Ils ont été approuvés à l'unanimité.

b) Pour le budget assainissement ó D.M. n° 2, les ajustements proposés s'établissent à 64.473,27 ¤ en Exploitation, et à 523.011,18 ¤ en Investissement.

Ils ont été approuvés à l'unanimité.

c) Pour le budget de la ZAC Centre Ville ó D.M. n° 1, les ajustements proposés s'établissent à 26.634,77 ¤ en Fonctionnement.

Ils ont été approuvés à l'unanimité.

d) Pour le budget ZAE Folliouses ó D.M. n° 1, les ajustements proposés s'établissent à 30.000,00 ¤ en Fonctionnement, et en Investissement.

Ils ont été approuvés à l'unanimité.

Monsieur BODET ayant demandé des précisions sur la diminution des crédits en Investissement de la Commune sur l'opération N°902 « Rue de la Bocquette » compensés par la création d'une opération N° 916 « création de trottoir », Monsieur BAULMONT a indiqué que la première opération était prévue pour la reprise éventuelle d'enrobés, qui n'apparaît pas nécessaire pour l'instant compte tenu de leur état général. L'opération « création de trottoirs », permettra de faire face à des travaux apparaissant comme nécessaires notamment sur le cheminement en direction de l'école de musique.

Monsieur le Maire a précisé également sur la décision modificative de la Zone d'Activité Economique de Folliouses, que le projet suivait son cours malgré l'hésitation de l'industriel ayant fait part de son souhait de s'implanter, la Commune disposant toujours de la possibilité de céder les terrains industriels ainsi créés.

La présentation synthétique de ces décisions modificatives sera jointe aux comptes rendus adressés aux Conseillers.

## 2° Adhésion au Fonds Solidarité Logement

Il a été proposé à l'Assemblée de renouveler pour 2010, l'adhésion de la Commune au Fonds Solidarité Logement, moyennant une participation de 0,30 ¤ par habitant, soit 2 720,70 ¤.

Ce fonds permet d'aider les locataires en difficulté, en matière d'accès au logement et de maintien dans le logement, ainsi que pour la résorption des dettes d'eau et d'énergie.

Monsieur GIRON a précisé que la cotisation est réglée par le C.C.A.S. de la Commune.

Cette adhésion a été approuvée à l'unanimité.

## 3° Attribution d'une subvention aux associations ayant participé au Carnaval 2010

Il a été proposé au Conseil Municipal d'accorder une subvention de 150 euros par char à chaque association ayant construit un char tracté à l'occasion du Carnaval 2010.

Mesdames BOUVIER, VIRICEL, ROUGER, CHAMPION, et Monsieur SECCO, n'ont pas pris part au débat et au vote de cette délibération.

Les propositions ont été adoptées à l'unanimité.

## 4° Demande d'admission en non valeur

Une demande d'admission en non valeur d'une dette de taxes d'urbanisme représentant une somme de 7 206 ¤ a été présentée à l'assemblée.

Au vu du dossier présenté par l'UDAF du Rhône, organisme de tutelle du débiteur, le Conseil Municipal a décidé par 28 voix pour et une abstention de rejeter cette demande, le dossier faisant apparaître des biens immobiliers restant à céder sans qu'il soit établi que les recettes pouvant provenir de ces cessions ne puissent couvrir les dettes restantes.

#### 5° Avenant n° 1 à la convention avec le CIDFF de l'Ain

Par délibération en date du 28 janvier 2005, le Conseil Municipal avait approuvé une convention avec le Centre d'Information Féminin et Familial de l'Ain afin d'organiser les permanences d'information juridique assurées par cet organisme et de fixer leur rémunération.

Cette rémunération était de 1000 euros par an. Le CIDFF souhaite revaloriser ce tarif en le portant à 1020 euros par an.

Le projet d'avenant correspondant a été adopté à l'unanimité par l'Assemblée, qui a également habilité Monsieur le Maire à le signer.

#### 6° Annulation de la délibération du 30 octobre 2009 « Mise en œuvre du pass foncier »

Par délibération en date du 30 octobre 2009, le Conseil Municipal avait approuvé le principe d'octroi de huit subventions dans le cadre du pass foncier pour l'immeuble « La Chrysalide ».

Il se trouve que les logements concernés, seront gérés par la SEMCODA, et feront l'objet de PLSA.

Il a donc été proposé à l'assemblée d'annuler sa délibération du 30 octobre 2009.

Monsieur le Maire a précisé que l'opération de construction concerne la création de 14 logements. 6 de ces logements seront confiés à DYNACITE, pour la location sociale. Les autres logements seront gérés par la SEMCODA en accession à la propriété. Toutefois, la SEMCODA ne gérant pas de « pass foncier », il est nécessaire de retirer le dispositif mis en place par la Commune, auquel se substituera le fonctionnement du PSLA.

Monsieur BAULMONT ayant demandé des précisions sur la prise en compte des 6 logements en tant que logements sociaux, Monsieur le Maire et Monsieur PROTIERE ont indiqué que les 6 logements créés en vue de leur mise en location dans une optique de mixité sociale, seront d'une part considérés comme logements sociaux dans le dispositif du PLH, et d'autre part viendront en déduction des logements à créer à la suite du projet de démolition du « Valserine ».

L'annulation de la délibération du 30 octobre 2009 a été approuvée à l'unanimité.

## **VI URBANISME**

*rapporteur M. ROUX*

#### 1° Désaffectation de l'ancienne Gendarmerie

Le bâtiment communal sis 224 rue du Trève a été jusqu'au 30 juin 2009 affecté à un service public, à savoir la caserne de Gendarmerie.

La construction d'une nouvelle caserne a été réalisée par la C.C.M.P. et a libéré ce bâtiment de ses occupants.

Il convient donc de décider de son retrait du Domaine Public et de son intégration au Domaine Privé de la Commune afin de l'utiliser pour des logements locatifs.

Il est précisé que les logements ne sont pas des logements sociaux, mais seront mis à la location sur la base de loyers proches des barèmes sociaux, et que le local commercial constitué par

les anciens bureaux de la Gendarmerie ne sont pas situés au rez de chaussée. La délibération sera modifiée en fonction.

La désaffectation des locaux a été adoptée à l'unanimité.

## 2° Convention de servitudes avec ERDF

Une convention de servitudes avec ERDF a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée qui a également habilité Monsieur le Maire à la signer.

Cette convention a pour objet de permettre à ERDF d'installer un poste de transformation alimentant le réseau public d'électricité, ainsi que de conférer à ERDF un droit de passage pour accéder à ses installations, sur la parcelle communale cadastrée section AD n° 555 au lieudit « La Rate ». En contrepartie, ERDF s'engage à verser à la Commune une indemnité unique et forfaitaire de 85 euros dès la signature de cette convention régularisée par acte authentique devant notaire aux frais d'ERDF.

A cette occasion, Monsieur le Maire a indiqué que le syndicat d'électrification a pu constater que la Commune a connu une baisse substantielle de ses consommations électriques, notamment en matière d'éclairage public ainsi que sur les bâtiments communaux.

Monsieur BAULMONT a alors suggéré que soit demandé à Hélianthe d'établir un rapport avec un lissage sur 3 ans pour évaluer l'évolution de ces consommations.

## **VII MARCHES PUBLICS**

*rapporteur M. BAULMONT*

### 1° Attribution du Marché de travaux de rénovation de l'ancienne école de musique

Un appel d'offres ouvert a été lancé pour les travaux de rénovation de l'ancienne école de musique, rue des Terreaux. La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie 22 avril et 3 mai 2010 pour examiner les offres, et a proposé d'attribuer certains lots du marché aux entreprises suivantes :

- Lot n° 1 : démolition, terrassements, gros œuvre, VRD à l'Entreprise RUIZ S.A.S. pour un montant TTC de 175 379,01 €
- Lot n° 5 : Métallerie, serrurerie à l'Entreprise SMA pour un montant TTC de 33 961,26 €
- Lot n° 7 : Cloisons, doublages, peinture à l'Entreprise DUMAN pour un montant TTC de 85 415,21 €
- Lot n° 8 : Revêtements de sols à l'Entreprise SERRANO pour un montant TTC de 35 928,68 €
- Lot n° 9 : Electricité à l'Entreprise TREBELEC pour un montant TTC de 69 605,05 €
- Lot n° 10 : Plomberie à l'Entreprise CLIMACOOOL pour un montant TTC de 113 421,90 €.

-

Les lots suivants n'ont pas été attribués par la Commission. Il s'agit de :

- Lot n° 2 : Couverture zinguerie : sursis à statuer en attente de précisions sur les offres
- Lot n° 3 : Revêtement de façade : sursis à statuer
- Lot n° 4 : Menuiseries extérieures : déclaré infructueux
- Lot n° 6 : Menuiseries intérieures bois : déclaré infructueux

Le Conseil Municipal a approuvé les marchés, et a habilité Monsieur le Maire à les signer.

## VIII AFFAIRES SOCIALES

*rapporteur Mme VIRICEL*

### 1° Crèche Familiale ó convention avec un psychologue

Par délibération en date du 20 décembre 2006, le Conseil Municipal avait approuvé une convention d'une durée de trois années, fixant les modalités d'intervention d'un psychologue dans le cadre de la formation du personnel de la crèche familiale.

Cette convention est arrivée à échéance au 31 décembre 2009. Il convient d'actualiser ce document et de fixer la rémunération du psychologue.

Un projet de convention établie pour trois ans allant du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2012 a été approuvé à l'unanimité par l'Assemblée qui a également habilité Monsieur le Maire à le signer.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 21h50.